SERBES ET ALBANAIS AU KOSOVO

MICHEL ROUX

« Vous êtes sûr qu'on peut aller à Glogovac avec une voiture immatriculée à Belgrade ? Il n'y a que des Chiptars, là-bas ».

Un automobiliste serbe, 1992.

La question du contact et des rapports entre Serbes et Albanais au Kosovo est ces dernières années, sur place et dans le reste du monde, exclusivement perçue comme le conflit de deux nationalismes. La teneur des publications récentes en témoigne. Ce conflit, qui précède et pour une part explique la décomposition de la Yougoslavie, sera probablement le dernier de la région à être résolu, s'il l'est jamais. Sans le perdre de vue, on peut éprouver le désir de prendre du recul, de revenir sur d'autres aspects d'une question qui touche à tous les registres de la culture. Vaste programme, dans lequel il faudrait distinguer la vision qu'en ont les habitants du lieu, le reste de leurs nations respectives (qui ne sont pas directement en situation de contact et de cohabitation), les intellectuels et les politiciens de ces mêmes nations, enfin des observateurs plus éloignés, mais pas toujours plus distanciés.

Des recherches consacrées principalement aux aspects géopolitiques du problème du Kosovo m'ont donné l'occasion de toucher

à d'autres thèmes dont je puis signaler l'intérêt, à défaut d'en maîtriser toujours les méthodes d'étude. Avant d'aller plus loin, il me paraît nécessaire de donner quelques précisions terminologiques sur le nom même de la région. Le terme de Kosovo a connu d'importantes variations de sens et ses usages sont politiquement connotés. Je désigne sous ce nom la région autonome dont le pouvoir communiste dota dès la libération la Serbie dans le cadre de la République populaire (puis socialiste) fédérative de Yougoslavie, et qui existe toujours dans l'actuelle Yougoslavie réduite. Plus précisément, ce sont les Constitutions yougoslaves de 1963 et 1974 qui parlent de province (*pokrajina*) du Kosovo, tandis que les amendements de 1989, inspirés par Milošević, sont revenus à l'appellation de 1946, Kosovo-Metohija¹. Les Serbes utilisent constamment celle-ci, tandis que les Albanais, pour marquer leur refus de ces amendements qui ont mis fin à toute autonomie réelle, disent seulement Kosovo (ou plutôt Kosova, au féminin en albanais). L'Etat dans l'Etat qu'ils ont proclamé en 1991 se nomme *Republika e Kosovës*. Et ceux qui militent pour l'indépendance de la totalité des régions de peuplement albanais de l'ex-Yougoslavie, y compris celles qui sont au Monténégro et en Macédoine, étendent le nom de Kosova à tout cet ensemble. Si j'emploie ici la forme Kosovo, c'est pour me référer à l'usage qui prévaut à l'échelle mondiale, et non pour manifester une éventuelle inclination politique... dont le présent texte comporte peut-être d'autres indices. Je tente, dans les lignes qui suivent, de saisir dans le regard de chacun des deux peuples un peu de l'image de l'autre ; d'évoquer les influences réciproques que fait oublier la radicalisation présente ; de retrouver dans le travail des intellectuels ce qui prépare celle-ci ; et de conclure par une analyse politique du blocage actuel.

1. Le toponyme de Kosovo, exactement Kosovo Polje, champ ou plaine des merles, désigne d'abord le lieu, situé au confluent de la Sitnica et du Lab, au nord de Priština, où les Ottomans vainquirent les Serbes et leurs alliés balkaniques le 28 juin 1389. Par extension, on nomme Kosovo l'ensemble de la haute plaine qui s'étend de Mitrovica au défilé de Kačanik. La Metohija (du grec *Μετοχιον*, propriété monastique) est la plaine plus occidentale qui s'étend de Peć à Prizren. La province comprend les deux plaines ainsi que leurs bordures montagneuses. Le vilayet ottoman de Kosova, créé en 1882, comprenait aussi le Sandjak et une partie de la Macédoine et avait pour chef-lieu Üsküb (Skopje).

REGARDS CROISÉS

Serbes et Albanais, comme il est fréquent en pareil cas, se décrivent mutuellement, ressentent et analysent leur cohabitation de façon largement contradictoire selon qu'ils se réfèrent à l'expérience du vécu quotidien ou au corpus général des idées reçues, fortement imprégné de nationalisme. Des récits de vie émergent souvent l'idée que tels voisins membres de l'autre ethnie, nommément désignés, connus de longue date, sont des gens dignes de confiance, auxquels on reste attaché par le souvenir des services rendus, et auxquels on doit parfois une fière chandelle : « Ils [l'armée yougoslave en déroute, printemps 1941] nous accusaient de trahison et nous avaient collés au mur, mon frère et moi, pour nous fusiller, lorsque le voisin serbe nous a protégés de son corps et a plaidé notre cause. Lui-même devait la vie à notre famille » ; ou encore : « Les Serbes d'ici ? on les connaissait bien. C'étaient les raïa², comme on disait. Ils savaient l'albanais et, dans le temps, ils portaient le même costume que les nôtres. Ce n'est pas avec eux qu'on aurait eu des ennuis ».

Ces deux citations que je reconstitue de mémoire proviennent la première d'un homme âgé, rencontré sur place, l'autre d'une jeune femme immigrée en France, qui donne par ces propos un indice du rang social qu'occupait jadis sa famille. En somme, l'autre peut être accepté, voire apprécié en tant qu'il est connu. Là où les choses se gâtent, c'est lorsqu'il est question des autres dans leur ensemble. Le peu de considération auquel ils ont droit se ressent dans le vocabulaire : le mot *Šiptar* (Albanais) est nettement péjoratif en serbe, alors que ce n'est que le calque du mot *Shqiptar*, par lequel les Albanais se désignent eux-mêmes. La Yougoslavie socialiste avait fait l'effort, depuis le début des années 1970, d'utiliser le mot *Albanac*, dépourvu de connotations négatives. Mais la presse serbe, sous Milošević, est revenue au premier. Réciproquement, le mot *shka* (slave), d'emploi moins courant, est lui aussi péjoratif en albanais. De la prédominance des stéréotypes

2. Le locuteur prononce *roi*, à la manière guègue, mais c'est bien le mot ottoman *ra'ya*, villageois musulman ou chrétien inscrit dans le registre de recensement comme cultivateur. Il y a dans ces paroles une coïncidence étonnante avec ce que le géographe Jovan Cvijić écrivait, à propos des temps ottomans, sur le mimétisme des paysans serbes en milieu dominé par les Albanais.

négatifs, les exemples foisonnent. Le folklore serbe et macédonien, par exemple, dépeint volontiers les Albanais comme des brigands :

Ovče paše, džanum, neven Pejo,	Paît ses moutons, mon âme, le beau Pierre,
Ovče paše, džanum, pokraj reka,	Paît ses moutons près de la rivière,
Pokraj reka, Pejo uz pripeka.	Près de la rivière, à la chaleur.
Tuj projdova Turci-Arnauti,	Passent les Turcs-Albanais,
Uhvatile, more, neven Pejota,	Ils saisissent le beau Pierre,
Mu vrzale ruće naopako,	Lui lient les mains dans le dos,
Belo stado mu ga oterale...	Entraînent son blanc troupeau... ³

Ce chant dont je cite le début évoque des conflits pour le contrôle des pâturages de montagne, fréquents au XIX^e siècle alors que l'administration ottomane déliquescence ne parvenait pas à faire régner l'ordre. Ces conflits sont mentionnés entre autres par Jovan Cvijić, qui explique ainsi que les montagnards slaves de la Gornja Reka (Macédoine occidentale) aient abandonné l'élevage pour le colportage et d'autres formes d'émigration temporaire (*pečalba*)⁴. Je poursuis avec deux souvenirs personnels :

« Tu vas au Kosovo ? Mais tu es fou ! Tu ne sais donc pas que là-bas vivent les Chiptars ? Ce sont des sauvages, qui ont le couteau entre les dents et pratiquent la vendetta ? »⁵

« Regarde : il n'y a pas si longtemps, dans la rue principale, ce n'étaient que des maisons serbes. Aujourd'hui il n'y en a plus que deux. Les Chiptars envahissent tout. C'est Tito qui leur a permis, en masse, de venir d'Albanie. Ces lâches se contentent d'attendre, assis sur leur cul, que l'Europe leur donne un Etat à notre détri-

3. Début d'un chant cité par *Dušan Krivokapić, Šar Planina*, Belgrade, Turistička štampa, 1969, pp. 220-221. On notera l'appellation double *Turci-Arnauti*. *Arnaut*, pl. *Arnauti*, est l'équivalent d'*Arnavut*, pl. *Arnavutlar*, nom des Albanais en turc ; ces « Arnauts » sont dénommés Turcs au sens ancien de musulmans, comme l'étaient les Bosniaques.

4. Jovan Cvijić, *La Péninsule balkanique : géographie humaine*, Paris, Armand Colin, 1918, pp. 436-460.

5. Propos du gardien du camping Košutnjak, Belgrade, en septembre 1993, lorsque je pliai bagage (hors saison, j'étais le dernier campeur...).

ment. Nous sommes le dos au mur. Mais nous sommes armés et nous nous battons »⁶.

Les Albanais ne sont pas en reste. Les Serbes sont tous des tchetniks⁷, c'est-à-dire des ultranationalistes exaltés et dangereux : *kanë mjekrën deri në shokë*, « ils ont la barbe jusqu'à la ceinture » (geste), ou même *deri në tokë* « jusqu'au sol », dit-on par allusion aux combattants tchetniks de la Seconde Guerre mondiale, qui portaient volontiers la barbe et dont certains ultranationalistes serbes, depuis 1990, imitent le style. Le fait que les autorités aient fait distribuer des armes aux civils serbes du Kosovo, et que des paramilitaires aient participé à des opérations de répression, n'est pas fait pour rassurer... même si Željko Ražnjatović, dit Arkan, ne porte pas la barbe⁸.

Il s'agit là d'exemples de stéréotypes dépréciatifs, plus ou moins anciens, qui font partie de la culture populaire des deux nations, se transmettant et s'adaptant aux circonstances politiques. Les Albanais du Kosovo ont assimilé les Serbes à l'essence même du régime politique yougoslave — quel qu'il soit — dans son aspect policier et répressif. Les Serbes considèrent les Albanais comme des intrus qui ont envahi le berceau de leur nation, comme des adeptes de la vendetta, des prolifiques qui vont les submerger, enfin des séparatistes, en intention sinon en actes. Toute cette imagerie est réactivée lorsqu'on entre dans une période de crise politique et sociale. Utilisée habilement par les dirigeants politiques,

-
6. Entendu dans un bureau de vote, à Vučitrn, le 20 décembre 1992, jour des élections générales.
 7. Un tchetnik (četnik, pl. četnici) est au sens premier celui qui fait partie d'une compagnie (četa) de soldats. Mais le terme désigne de longue date les membres de plusieurs organisations politico-militaires serbes : la première, fondée en 1903, était dirigée contre les Turcs et visait à l'accroissement territorial de la Serbie ; la seconde fut active en Yougoslavie de 1918 à 1941 ; pour la troisième, il s'agit des forces monarchistes dirigées par Draža Mihajlović, qui furent surclassées par les partisans de Tito dans la lutte de libération nationale (1941-1945) et dont le souvenir fut honni dans la Yougoslavie socialiste. Un Mouvement tchetnik a été reconstitué en Serbie en 1990.
 8. Arkan, ex-président des supporters du club de football l'Etoile Rouge de Belgrade, ex-gangster recherché par plusieurs polices, chef de la formation paramilitaire des Tigres qui participa au siège de Vukovar (1991), aux massacres de Bijeljina en Bosnie (1992) et aux pillages associés, est aussi le président du Parti de l'Unité Serbe et fut élu député du Kosovo aux élections de décembre 1992. Ses affiches électorales le représentaient alors vêtu de l'uniforme de l'ancienne armée serbe, avec pour slogan *evo je sveta srpska zemlja*, ceci est la sainte terre serbe.

par les intellectuels nationalistes et les médias qui les servent, elle contribue à la diabolisation de l'autre.

C'est ce qui s'est produit depuis 1981. Cette année-là, les Albanais du Kosovo réclament, par des manifestations de masse, l'élévation de la province autonome au rang de république. Dans un climat de crise économique naissante, ils mettent ainsi à l'épreuve les successeurs de Tito, mort depuis un an. Soupçonnant des menées séparatistes, les autorités yougoslaves répondent par une répression sévère. En même temps, la presse serbe se déchaîne contre les Albanais, accusés de chasser les Serbes du Kosovo en les soumettant à une violence sournoise. La conjonction du quadrillage policier (et au besoin militaire), des arrestations, des procès, des purges dans le parti et les syndicats et d'un battage médiatique à sens unique provoque, au cours des années 1980, une montée de la peur que M. Kullashi a remarquablement analysée⁹. Cette peur s'est développée non seulement chez les Albanais, victimes de la répression, mais aussi dans la minorité serbe du Kosovo, et même dans le reste de la population serbe.

A l'articulation de la culture populaire, des décisions politiques, des prises de position des intellectuels et du discours médiatique, on observe alors une synergie qui se traduit par la radicalisation et l'homogénéisation des convictions et des attitudes politiques au sein de chaque groupe national. Cela aboutit à des affirmations du genre : « au Kosovo, les infirmières albanaises tuent les bébés serbes » ou : « les médecins serbes, sous prétexte de vacciner nos enfants, leur injectent des produits stérilisants », ou encore : « à l'armée, ils tuent nos jeunes ». Dans ces propos revient constamment la peur d'être frappé dans sa descendance. La bipolarisation de l'opinion est remarquablement illustrée par les résultats d'une enquête qu'une équipe slovène était parvenue à réaliser au Kosovo, en 1989, en dépit des efforts de la police serbe pour l'en empêcher. Milošević était le principal responsable de l'aggravation de la crise pour 90 % des Albanais interrogés, celui qui avait le plus contribué à sa résolution pour 90 % des Serbes ; 91 % de ceux-ci souhaitaient

9. Muhamedin Kullashi, « Le problème du Kosovo et l'éclatement de la Yougoslavie », *Cahier d'histoire immédiate*, n° 4, Toulouse, 1993, pp. 99-111 ; « Le Kosovo et la dissolution de la Yougoslavie », in V. Nahoum-Grappe (dir.), *Vukovar, Sarajevo... La guerre en ex-Yougoslavie*, Paris, Editions Esprit, 1993, pp. 185-196.

un Kosovo moins autonome, 76 % de ceux-là étaient de l'opinion inverse¹⁰. A tout le moins, Milošević porte une lourde responsabilité dans la mise en œuvre d'une politique qui a abouti à un apartheid de fait. Manifestation ultime de cette situation, Serbes et Albanais, au Kosovo, ne se rencontrent, ne se voient et ne s'entendent littéralement plus. A tel point que les jeunes Albanais, grandis dans cette crise sans fin, n'ont plus guère d'occasions de parler le serbe, répugnent probablement à le faire et le savent de moins en moins¹¹. Ainsi se perdent les formes d'intégration sociale et culturelle réussies sous Tito.

CONTACTS ET INFLUENCES RÉCIPROQUES

Serbes et Albanais sont en contact depuis plus d'un millénaire, au cours duquel les influences réciproques ont été considérables. Mais la question est difficile à traiter pour au moins deux raisons. La première est que les documents antérieurs au XIX^e siècle sont rares ; la seconde est que les sources sont souvent imbibées de nationalisme, sans compter d'autres biais idéologiques comme le déterminisme naturel¹². Or les catégories nationales actuelles, « Serbes » et « Albanais », ne sont pas nécessairement pertinentes pour traiter de la question à date ancienne. Elles relèvent d'une vision simplifiée, liée à la formation des deux nationalismes et qui survalorise les différences : puisque la nation à laquelle on appartient est nécessairement la dépositaire de toutes les vertus, alors que telle nation voisine est le vice incarné, les différences qui les séparent sont forcément essentielles ; et, puisque la nation existe de toute éternité (ou presque), il en a toujours été ainsi.

-
10. S. Gaber, T. Kuzmanić, *Kosovo-Srbija-Jugoslavija*, Ljubljana, Univerzitetna konferenca ZSMS, 1989, 342 p.
 11. La police a rossé plusieurs jeunes gens pour ce motif, indique *Kosova communication*, note d'information hebdomadaire diffusée par le Centre d'information de la République de Kosove à Genève.
 12. « Le milieu géographique exerce une influence, non seulement sur la marche générale de l'histoire [...], mais aussi, directement ou indirectement, sur les caractères psychiques des populations. Nous considérons comme un but important de la géographie humaine de fixer les caractères psychiques des populations dans les différentes régions naturelles et de signaler la part qu'ont eue les causes géographiques dans la formation de ces caractères ». J. Cvijić, *op. cit.*, p. 263.

Pourtant, lorsque l'ethnologue Emile Sicard, à la recherche des derniers exemples de la *zadruga* slave, remontait dans les années trente la vallée de Sirinić, au nord de la Šar Planina, il rencontrait des « musulmans » à l'aval et des « slaves » à l'amont, là où nous identifierions à coup sûr des Albanais et des Serbes. A la même époque, un dénombrement de la population classait pêle-mêle dans la catégorie des « non slaves » les gens du bas-Sirinić (albanophones) et ceux de la Gora, un peu plus au sud (slavophones), au motif que les uns et les autres étaient de religion musulmane. Quant à la Sredska, entre les deux, on y trouve plusieurs villages dont les habitants se sont déclarés albanais au recensement de 1971, Musulmans¹³ à celui de 1981. Disons, pour accroître la confusion, que si l'on voulait aujourd'hui trouver au Kosovo des traces de la *zadruga*, que Sicard considère comme caractéristique des Slaves du Sud¹⁴, c'est chez les Albanais qu'il faudrait chercher. Et le Serbe de base, qui semble avoir oublié que ses ancêtres vivaient naguère dans de telles structures, en tire un argument de plus pour fulminer contre les Albanais : « Ils vivent au sein d'énormes familles, sous la direction d'un ancien. Tous lui remettent leurs gains, même les émigrés. Ils concentrent ainsi des sommes énormes, et nous les Serbes, nous ne faisons pas le poids lorsqu'il s'agit d'acheter un champ, une maison ou un commerce ».

Ces indications servent à souligner que la situation nationale ou ethnique, au Kosovo, ne se résume pas à un face-à-face des Serbes et des Albanais. Certains usagers habituels de la langue albanaise sont Roms (Tsiganes), d'autres, de confession catholique, se disent Croates, d'autres enfin pourraient être d'origine serbe, question controversée. Certains usagers du serbe sont Monténégrins, d'autres sont Roms, d'autres Musulmans, et on peut se demander quelle étiquette ces derniers vont revendiquer, ou se voir attribuer, si lors de son prochain recensement la Serbie supprime cette dernière catégorie, comme la Macédoine l'a fait en 1994¹⁵. En outre, une partie des habitants de Prizren, qui se déclarent albanais, par-

13. Avec majuscule, au sens national que le régime de Tito avait donné à ce terme.

14. Emile Sicard, *La zadruga sud-slave dans l'évolution du groupe domestique*, Paris, Ophrys, 1943, 705 p.

15. Des gens qui s'étaient déclarés Musulmans au recensement de 1991 se sont déclarés Macédoniens à Debar, Turcs à Brod, Albanais à Kruševo lors du recensement de 1994, supervisé et financé par l'Union européenne.

lent ordinairement turc à la maison (le parler turc local, pas le turc standard).

En résumé, même si l'évolution historique récente de la région favorise une bipolarisation croissante des identités nationales, la réalité locale est marquée par une grande variété d'appartenances identitaires ambiguës, complexes, parfois réversibles ou manipulables. Cette complexité se retrouve sur le plan religieux : certains Albanais, que leurs congénères nomment *laramanë* (bariolés), ont conservé, après une islamisation souvent tardive et superficielle, des pratiques crypto-catholiques, et le parti chrétien-démocrate fondé au Kosovo après l'autorisation du pluripartisme (1990) regroupe une majorité... de musulmans. D'autre part, l'islam albanais comporte lui-même un grand nombre de confréries plus ou moins issues du mysticisme soufi, notamment des Bektashis¹⁶. Cette complexité, qui a quelque chose de caucasien, est liée à la situation de confins et de contacts, tant sur le plan ethno-linguistique que sur le plan confessionnel. Les intéressés savent d'ailleurs en jouer à l'occasion : dans les années 1950 et au début des années 1960, nombre d'Albanais se sont déclarés Turcs afin d'obtenir l'autorisation d'émigrer en Turquie au titre de la convention passée par la Yougoslavie avec ce pays : le recensement de 1948 dénombre au Kosovo 498 000 Albanais et 1 300 Turcs, celui de 1953 en trouve respectivement 525 000 et 35 000 (dont certains ne parlaient pas turc), celui de 1971, enfin, 916 000 et 12 000. Entre temps, la majorité des « Turcs » a quitté le pays, tandis que l'explosion démographique albanaise a commencé.

La complexité qui vient d'être évoquée se traduit dans l'usage des langues. Le cas le plus fréquent, chez les Albanais, est un bilinguisme dissymétrique (diglossie) évolutif. L'albanais (ou plutôt les dialectes guègues¹⁷ locaux), jusqu'en 1945, est réduit à la communication orale. En 1945, il devient langue de l'enseignement obligatoire, mais jusqu'à la fin des années 1960 il n'est pas question de l'employer — sauf en situation d'interconnaissance — face à la police ou à l'administration. La situation se modifie dans les années 1970, lorsque l'autonomie provinciale devient considérable

16. Cf. Alexandre Popovic, *L'Islam balkanique*, Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1986, 493 p.

17. Les dialectes guègues sont parlés en Albanie au nord du fleuve Shkumbin et dans les parties adjacentes de l'ex-Yougoslavie ; les dialectes tosques en Albanie du Sud.

et que les Albanais accèdent à des postes de responsabilité politique et économique, à l'agacement des Serbes, dont la majorité ne sait pas l'albanais. Le retournement, en 1990, a été brutal. Les changements constitutionnels, l'application d'une législation d'exception et le licenciement massif des Albanais employés dans le secteur public ont rendu aux Serbes et à la langue serbe le contrôle total de l'administration et des grandes entreprises et la maîtrise de l'essentiel des médias. Mais d'autres configurations existent, qui suggèrent que plus on descend dans la hiérarchie implicite des groupes ethniques, plus les gens sont polyglottes. Un Serbe peut se permettre de rester monolingue¹⁸, un Albanais est à peu près nécessairement bilingue, un Tsigane trilingue... sans oublier le turc et, dans quelques villages, le tcherkesse qui viennent compliquer localement le tableau, et sans compter les langues extérieures, allemand, français, suédois ou autre, acquises dans l'émigration économique.

Il peut s'avérer intéressant d'étudier l'usage, par les membres de chaque groupe, de la langue de l'autre (fréquence, situations, conditions d'acquisition, altérations éventuelles, modes de traduction) comme d'étudier l'influence de chaque langue sur l'autre. N'ayant pas de compétence dans ce domaine, le puis seulement observer que, si l'albanais standard comporte quelques centaines de mots sud-slaves, comme *borovicë* (*borovnica*, myrtille) les parlers albanais du Kosovo incorporent, de façon variable selon les locuteurs (âge, éducation, appartenance sociale) un grand nombre de mots slaves supplémentaires. La collision du train, que telle personne dit avoir vue, ne sera pas *përplasja i trenit*, mais *sudari i vozit* », où l'on repère les mots serbes *sudar* et *voz*, munis de désinances albanaises. D'autre part, le sens de certains mots est influencé par le contexte institutionnel, de sorte que, par exemple, *vetëqeverisje*, autonomie, a pris au Kosovo le sens particulier d'autogestion, dans la mesure où il constituait dans les textes officiels de la période du socialisme la traduction de *samoupravlanje*.

Une autre question intéressante serait d'élucider les raisons pour lesquelles, en 1968, l'intelligentsia albanaise du Kosovo a décidé d'adopter pour norme l'albanais unifié mis au point à Tirana. Ce

18. « Vous apprenez l'albanais ? Ha ha ha ! Moi, il y a vingt ans que je vis ici, et je n'en sais pas un mot ! ». Un universitaire serbe, Priština, 1976.

faisant, ils ont renoncé à leur propre tradition écrite, fondée sur les parlars nord-albanais (guègues), ont accru la distance entre langue écrite et langue parlée localement et ont imposé à toute une population un effort de réapprentissage. Linguiste et opposant politique au régime de Tirana réfugié aux Etats-Unis, Arshi Pipa condamna cette décision, à la fois parce qu'elle participait à la destruction de la tradition littéraire guègue et qu'elle donnait aux Serbes une raison supplémentaire de taxer les Kosovars de nationalisme et de séparatisme¹⁹. Interrogés sur leurs motivations, les intéressés répondaient en substance : « une nation, une langue », et si l'on insistait, ils ajoutaient que les Français étaient sûrement capables de comprendre cela. On peut estimer que c'est un peu court.

On a le sentiment que Serbes et Albanais, en construisant leur identité nationale, ont systématiquement privilégié ce qui les différencie et les singularise. Le mythe serbe du Kosovo dans sa forme moderne, par exemple, met en scène la confrontation de la nation serbe et de la puissance conquérante turque, alors que la bataille de 1389 opposait deux coalitions, des Albanais et des Bosniaques combattant aux côtés des Serbes et les troupes ottomanes incorporant de nombreux alliés et mercenaires balkaniques. En fait, les Albanais partagent ce thème de la bataille de Kosovo avec les Serbes, et il a donné lieu chez eux aussi à des chants épiques²⁰, de même que les Albanais ont l'équivalent des *krajišnice*, les chants épiques de la frontière qui se sont développés sur les confins de la Bosnie et dont les héros sont chrétiens (dans la tradition serbe et croate) ou musulmans (dans la tradition des Bosniaques islamisés). Les chants correspondants, chez les Albanais, sont dénommés *kengë kreshnikësh*, où *kreshnik* n'est autre que le mot slave *krajišnik*, de *krajina* (confins), mais avec un sens différent : chants de preux. De tels chants se sont développés sur toute la zone de contact entre Albanais et Monténégrins ou Serbes, de Shkodër jusqu'au Sandjak. Certains ont été recueillis dans cette dernière région

19. Arshi Pipa, *The Politics of Language in Socialist Albania*, Boulder, New York, 1989, 283 p. L'auteur voit dans la constitution de l'Albanais unifié, essentiellement sur la base des parlars sud-albanais (tosques) un fait de colonialisme interne (les dirigeants communistes étaient presque tous originaires du sud).

20. Ramadan Sokoli, *Chansonnier épique albanais*, Acad. sci. RPSA, Tirana, 1983. Dans les chants albanais, le héros Miloš Obilić se nomme Millosh Kopiliq.

dans la première moitié du XX^e siècle et jusque dans les années cinquante²¹.

Bref, les Albanais ont partagé avec leurs voisins slaves des formes d'organisation sociale : la tribu (alb. *fis*, serbe *pleme*), la fratrie (*vllazni*, *bratstvo*), la communauté familiale (*familja e madhe*, *porodična zadruga*) ; des techniques de production agricole et artisanale ; des légendes, comme celle de la femme emmurée ; des genres littéraires, comme le chant épique ; une certaine façon de supporter la domination ottomane, mais aussi un certain style de révoltes rurales récurrentes contre le fisc ottoman ; et, pour finir, une façon typiquement nationaliste de camper chaque nation dans son originalité prétendument irréductible, tout en dénigrant le voisin.

Dans ce dernier exercice, les Serbes avaient acquis une avance considérable, qui leur fut historiquement profitable : tant sur le plan diplomatique, puisqu'ils ont commencé à construire leur Etat dès 1815 (les Albanais en 1913 seulement) que sur le plan des études historiques. A propos du Kosovo, c'est donc la version serbe qui s'est d'abord imposée : cette région est le berceau de la nation serbe ; les Albanais n'y sont que des envahisseurs récents, que les Ottomans ont favorisés du fait de leur islamisation massive ; leur arrivée est pour l'essentiel postérieure à la grande émigration (*Velika seoba*) serbe de 1690 consécutive à l'issue malheureuse de la première guerre austro-turque ; ils ont, par la suite, régulièrement exercé des violences contre la population serbe résiduelle, dont une partie a été islamisée et albanisée. Cette analyse, avec l'appui de la Russie, a permis à la Serbie de récupérer le Kosovo à la Conférence des ambassadeurs, en 1913. Elle a eu ses adeptes à l'étranger, entre autres le géographe français Gaston Gravier, pour qui les Albanais ne constituaient pas une nation, mais une population arriérée, inapte à l'indépendance²².

Les historiens albanais, qui se sont exprimés plus tard, n'ont réussi à faire entendre leur voix, dans une certaine mesure, que dans la seconde moitié du XX^e siècle. Leur thèse est que les

21. Arshi Pipa, « Serbocroatian and albanian frontier epic cycles », in A. Pipa, S. Repishti (éd.), *Studies on Kosova*, Boulder, New York, 1984.

22. Gaston Gravier, « La Vieille-Serbie et les Albanais », *Revue de Paris*, 1^{er} novembre 1911 ; « L'Albanie et ses limites », *id.*, 1^{er} et 15 janvier 1913 ; Les frontières historiques de la Serbie, Paris, Armand Colin, 1919, 164 p.

Albanais, qui descendent des Illyriens de l'Antiquité, sont dans les Balkans, donc en particulier au Kosovo, de plus anciens habitants que les Serbes. L'analyse des cadastres ottomans leur a fourni d'autres arguments en faveur d'une présence albanaise ancienne au Kosovo, que les spécialistes serbes admettent désormais. Tel est l'état actuel d'une querelle du premier occupant qui a, sans doute, polarisé à l'excès l'attention des chercheurs tout en les soumettant à des présupposés idéologiques ou, carrément, à des injonctions d'origine directement politique.

Quelques ouvrages récents permettent de cerner l'état de la question. Le point de vue serbe est illustré par Radovan Samardžić *et al.*, *Le Kosovo-Metohija dans l'histoire serbe* (Paris, L'Age d'Homme, 1990, 351 p.), qui illustre une vision victimiste de l'histoire (les Albanais furent les bourreaux des Serbes) ; par Dimitrije Bogdanović, *Knjiga o Kosovu* [Livre sur le Kosovo], (Belgrade, SANU, 1986, 299 p.), où s'exprime l'angoisse d'une nouvelle perte du Kosovo ; par Alex Dragnich et Slavko Todorovich, *The Saga of Kosovo, Focus on Serbian-Albanian Relations* (New York, Boulder, 1984, 20 p.), où la Ligue de Prizren de 1878, que les Albanais considèrent comme un événement fondateur de leur mouvement national, est réduite à « un meeting de trois jours sponsorisé par la Porte ». Quant au point de vue albanaise, il apparaît dans Arshi Pipa et Sami Repishti (éd.), *Studies on Kosova* (New York, Boulder, 1984, 279 p.), et, plus récemment, dans Rexhep Qosja, *La question albanaise*, Paris, Fayard, 1996, plaidoyer passionné pour le rattachement du Kosovo à l'Albanie dont l'argumentaire historique reprend sans précautions les conceptions les plus extensives des territoires qui ont été (et devraient être ?) albanaise. J'ai moi-même tenté sur ces problèmes une analyse plus distanciée (mais l'est-elle vraiment ?) : M. Roux, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement* (Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1992, 546 p.).

LA QUESTION POLITIQUE

Les fondements de la question politique du Kosovo sont aisés à énoncer. Ce territoire est revendiqué par deux nations différentes.

L'une, la nation serbe, a réussi en 1913 à l'inclure dans le territoire de l'Etat qu'elle était en train de construire. L'autre, la nation albanaise, y était alors majoritaire et l'est aujourd'hui davantage. Or, les Albanais locaux, dans leur grande majorité, n'ont probablement jamais été d'accord avec cette solution politique et l'ont manifesté à plusieurs reprises. Quant aux Serbes, on connaît l'importance du Kosovo dans leur iconographie nationale. Les troubles dont la région est depuis 1981 le théâtre témoignent de ce que cette contradiction n'est toujours pas résolue.

Mais si le problème paraît simple, les développements auxquels il a donné lieu dans l'histoire sont compliqués et la mise en œuvre de solutions incertaine. Le destin du Kosovo, en effet, apparaît toujours, au XX^e siècle, comme une conséquence aléatoire de vastes bouleversements, où le destin des Albanais locaux est quantité négligeable. La région, en moins de cent ans, a changé maintes fois d'appartenance ou de statut. Rappel :

— 1912 : le Kosovo, jusque là inclus dans l'Empire ottoman, est conquis par les forces serbes et monténégrines coalisées (alliées des Grecs et des Bulgares, par ailleurs). La conférence des ambassadeurs (Londres, 1913), par laquelle les grandes puissances règlent les questions territoriales consécutives à la défaite des Turcs, définit de façon restrictive les frontières de l'Etat albanais créé à cette occasion, laissant la région à la Serbie et, pour une moindre part, au Monténégro ;

— 1915 : l'armée serbe s'effondre sous les coups des empires centraux, les forces austro-hongroises et bulgares occupent le Kosovo ;

— 1918 : la Serbie, restaurée par la victoire finale des alliés, entre dans la composition du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, rebaptisé Yougoslavie en 1929. Au cours des premières années, les Albanais du Kosovo résistent par les armes : c'est le mouvement *katchak*²³ (*kačački pokret, lëvizja e kaçakëve*) ;

— 1941 : la Yougoslavie démembrée par les forces de l'Axe, le Kosovo est incorporé pour l'essentiel à l'Albanie, satellite de l'Ita-

23. Mot turc (*kaçak*), passé en albanais et en serbe. Comme le *hajduk* serbe ou le *klephte* grec, c'est, selon le point de vue, un rebelle ou un brigand.

lie. Le nord (Mitrovica) reste à la Serbie sous contrôle allemand, l'est va à la Bulgarie ;

— 1945 : le Kosovo fait à nouveau partie de la Yougoslavie, cette fois république fédérative. Pour la première fois, il y constitue une entité politique : territoire autonome dans le cadre de la République de Serbie ;

— 1992 : le Kosovo fait partie de la République fédérale de Yougoslavie que la Serbie et le Monténégro ont proclamée seuls après la sécession des quatre autres républiques. Si les dirigeants serbes proclament que le nouvel Etat n'est que la continuation de l'ancien — à tel point qu'ils n'ont pas jugé utile d'organiser un référendum — les Albanais estiment qu'ils n'ont rien à faire dans cette Serbie déguisée et qu'ils ont le même droit à la sécession que les Slovènes, les Croates, les Macédoniens et les Bosniaques.

En somme, le Kosovo a été, au XX^e siècle, transféré six fois d'un Etat à un autre. En outre, les trois Constitutions de la Yougoslavie socialiste (1946, 1963, 1974) définissaient son autonomie de façon différente, et les amendements constitutionnels de 1953, 1969 et 1989 ont introduit encore d'autres modifications, parfois radicales. L'autonomie a été, soit purement nominale (1946, 1989), soit presque aussi étendue que celle des républiques (1974). Le cadre politique s'avère donc particulièrement instable.

Par ailleurs, les conditions d'un quelconque développement ont rarement été réunies. Le début du XX^e siècle, période de révoltes endémiques contre le pouvoir ottoman, ouvre directement sur les guerres balkaniques auxquelles succède presque immédiatement la Première Guerre mondiale, elle-même suivie de plusieurs années de résistance armée au nouvel ordre yougoslave. La suite de l'entre-deux guerres voit certains progrès économiques liés à la construction de chemins de fer, à l'ouverture de mines, à l'extension des surfaces cultivées. Tout cela relève évidemment du développement du point de vue serbe (affermisssement de l'autorité de l'Etat, investissements, installation de plusieurs dizaines de milliers de colons agricoles serbes et monténégrins), mais les Albanais en sont exclus : interdiction de l'enseignement dans leur langue et perpétuation de l'analphabétisme de masse, émigration vers la Turquie touchant en particulier les élites sociales et régression consécutive de l'artisanat et du commerce, expropriations au titre de la réforme agraire.

Après la Seconde Guerre mondiale — moins destructrice au Kosovo, comme en Macédoine, que dans le reste de l'ex-Yougoslavie — les choses ont changé radicalement dans la mesure où a été entrepris, en régime d'économie socialiste, un programme de développement ambitieux : alphabétisation de masse, industrialisation, croissance urbaine. En fait, la rupture avec l'URSS (1948), source de grandes difficultés matérielles, en reporte aux années 1950 les premiers succès manifestes. Mais là encore, un décalage subsiste entre la croissance économique et les conditions politiques et sociales locales. Jusqu'à l'éviction d'Alexandre Ranković, chef de la police politique (1966), les Albanais sont soumis à un régime policier et répressif particulièrement pesant. Les manifestations de 1968 par lesquelles ils ont, pour la première fois, demandé l'élévation du Kosovo au rang de république, ont probablement incité Tito, au-delà de la répression immédiate, à accroître considérablement l'autonomie régionale dans le cadre d'une politique d'équilibre entre les composantes de la fédération. Il s'ensuit, pour les Albanais, une embellie qui durera jusqu'en 1981. Les amendements de 1969, puis la nouvelle Constitution de 1974, font du Kosovo presque l'équivalent d'une république, où ils accèdent pour la première fois en nombre à des fonctions de pouvoir. En même temps, une université est fondée à Priština et des relations culturelles et scientifiques sont établies avec l'Albanie. Cette période, au contraire, est vécue difficilement par de nombreux Serbes qui craignent d'être dépossédés à nouveau du Kosovo, d'autant plus que les Albanais sont en pleine explosion démographique (effondrement de la mortalité, maintien de la natalité à un niveau élevé quoique légèrement déclinant) : Serbes et Monténégrins, qui constituaient 27,5 % de la population de la province en 1961, proportion stable depuis 1948, tombent à 21 % (1971) puis à 15 % (1981). Ils ne seront plus que 11 % en 1991²⁴.

Double changement en 1981. D'une part, la revendication albanaise réitérée d'une septième république entraîne cette fois une répression massive. Le simple fait d'écrire le slogan « KR » (Kosova

24. Non que leur nombre se soit effondré : ils sont environ 200 000 au Kosovo, contre 260 000 au maximum au début des années soixante. Mais le nombre des Albanais a plus que triplé depuis la Libération. Il était estimé, en 1991, à 1 600 000 (les Albanais ayant boycotté le recensement).

Republikë) est puni de prison²⁵. D'autre part la croissance économique, dans tout le pays, a fait place à la stagnation. Le chômage, au Kosovo, devient gigantesque, touchant en particulier les nouvelles générations de diplômés. Le blocage de la situation, tant économique que politique, contribue à détériorer les relations inter-ethniques. Les médias serbes se jettent dans une furieuse campagne contre les Albanais, accusés de chasser les Serbes du Kosovo par toutes sortes de pressions et d'intimidations. En 1986, une « fuite » (organisée ? on ne sait) révèle au public, par voie de presse, des extraits de ce qui est présenté comme un document interne de l'Académie serbe des sciences et des arts. Ce Mémoire, pour la première fois, accuse les communistes au pouvoir d'être responsables de la crise où se débat la Yougoslavie. S'agissant plus particulièrement de la Serbie, il leur reproche de l'avoir rendue sciemment ingouvernable : la Constitution de 1974 ne définit-elle pas les deux provinces autonomes, Kosovo et Voïvodine, à la fois comme des parties de cette république et comme des sujets de rang fédéral au même titre qu'elle ?²⁶ C'est ainsi, conclut ce texte, que les Albanais se sont trouvés en position de chasser les Serbes du Kosovo : les accusations de purification ethnique et de génocide²⁷, qui se banaliseront ensuite, sont lancées.

Au-delà de ces accusations, ce texte que l'on dit inspiré par l'écrivain Dobrica Ćosić constitue un élément d'un projet de restauration de l'autorité de la Serbie sur ses provinces autonomes et du poids politique de la Serbie dans la fédération yougoslave. Milošević, qui semble d'abord avoir été manipulé dans cette affaire par des activistes serbes nationalistes du Kosovo²⁸, fera sien ce

-
25. Est-ce pour cela que les bouteilles de Kosovski Rizling s'ornaient d'initiales si exubérantes ?
 26. D'une part, les provinces légifèrent pour leur propre compte ; d'autre part, leurs représentants au niveau de la présidence collégiale de la fédération sont susceptibles d'adopter une position opposée à celle du représentant de la république tout entière.
 27. Génocide sans morts, certes. Plusieurs auteurs serbes justifient le terme en parlant de génocide culturel : leur peuple est chassé de son « berceau » historique, privé de ses lieux de mémoire essentiels, donc amputé dans sa spiritualité.
 28. L'activiste local Miroslav Šolević raconte, dans le film de Brian Lapping, *Yougoslavie, suicide d'une nation européenne* (1995), comment fut organisée la provocation qui, lors d'un meeting présidé par Milošević, aboutit à des affrontements entre les manifestants serbes et la police albanaise, à Kosovo Polje : les camions remplis de pierres, « cadeau des masses populaires » qui servirent à lapider la police, avaient été amenés intentionnellement.

projet après s'être imposé en 1987 à la tête de la Ligue des communistes de Serbie et le mènera à son terme par une réforme constitutionnelle imposée aux Albanais dans la violence, ce qui lui permettra de triompher devant un million de Serbes rassemblés, le 28 juin 1989, pour le sixième centenaire de la fameuse bataille du Kosovo.

La suite, qui est contemporaine de la désintégration de la Yougoslavie, est plus connue. Les députés albanais du Parlement de Priština votent l'élévation du Kosovo au rang de république (juin 1990). La Serbie applique aussitôt une législation d'exception. Massivement licenciés du secteur public, exclus du pouvoir, de l'enseignement et du système de soins, les Albanais se réorganisent en une société parallèle, dominant le secteur privé de l'économie, organisant écoles, dispensaires et réseaux d'aide aux plus démunis, le tout financé par l'argent de leur nombreuse diaspora. En 1991, ils adoptent par référendum le principe de l'indépendance, proclament une république du Kosovo dont ils élisent le président — l'écrivain Ibrahim Rugova. Réduits par Milošević à un apartheid de fait, les Albanais se sont ainsi déconnectés de l'Etat serbe, dont ils boycottent les recensements, élections, impôts, service militaire. Evitant un affrontement armé qui leur serait fatal, ils se sont attirés par leur résistance non violente un fort capital de sympathie à l'extérieur et tentent, par un actif démarchage diplomatique, d'obtenir de la communauté internationale qu'elle reprenne à son compte leur objectif proclamé : indépendance et neutralité du Kosovo.

Ce projet, toutefois, paraît voué à l'échec, ce qui est devenu plus clair depuis la conclusion de l'accord de Dayton sur la Bosnie (novembre 1995). La communauté internationale, en effet, est restée fidèle à la ligne de conduite qu'elle avait adoptée dès le début de la crise yougoslave : ne reconnaître comme Etats indépendants que les républiques de l'ex-Yougoslavie, et toujours dans le respect de leurs frontières héritées. Les Albanais du Kosovo ont insisté, mais en vain, sur le fait que la province était elle aussi, selon la Constitution de 1974, l'un des composants de la fédération. Ils sont, au bout du compte, victimes de la distinction que l'ex-Yougoslavie opérait entre les nations, *narodi* (les six nations slaves correspondant aux six républiques) et les nationalités, *narodnosti*, euphémisme pour minorités nationales. D'autre part, l'ONU et les

puissances, ayant finalement trouvé en Milošević un faiseur de paix en Bosnie, ont besoin de la stabilité du régime serbe pour consolider cette paix et ne se soucient pas de la compromettre en imposant l'indépendance du Kosovo. De façon apparemment étonnante, l'Albanie ne défend plus cette solution, et moins encore l'idée d'une incorporation à son propre territoire qui obligerait ses dirigeants à partager le pouvoir. En fait, se sachant excessivement vulnérable et dépendante, risquant d'être déstabilisée par un éventuel épisode violent au Kosovo générateur d'un afflux de réfugiés, elle s'est totalement alignée sur les positions américaines et se contente de réclamer, en termes imprécis, le respect des droits de l'homme dans la région.

Cela signifie que les Kosovars devraient se résigner à demeurer citoyens de l'actuelle Yougoslavie réduite. Encore faudrait-il que des négociations puissent être engagées, alors que le dialogue entre les autorités serbes et les représentants des Albanais est interrompu depuis plus de six ans. Seule avancée récente, un accord sur la réintégration des élèves et des enseignants albanais dans le système scolaire officiel a été signé en septembre 1996 après des négociations menées à Rome par l'entremise de la Communauté de Sant'Egidio²⁹. Il n'est toutefois suivi d'aucun effet immédiat, alors qu'une bonne partie de l'opinion albanaise y voit une capitulation : Rugova, en recherchant la normalisation avec Belgrade, renoncerait en fait à l'objectif d'indépendance (ce dont il se défend) en faveur d'un maintien en Yougoslavie, avec une autonomie accrue, probablement garantie par les puissances. Or, le maintien du Kosovo en Serbie n'est pas nécessairement une solution moins dangereuse que son indépendance. De nombreux Albanais sont déçus par ce qu'ils analysent comme l'échec de la résistance non violente. Ils se rendent compte qu'ils vont être une fois de plus les laissés pour compte d'un règlement politique international et que leur peuple est la seule grande nation des Balkans qui demeure politiquement morcelée ; ils veulent l'indépendance, voire l'union avec l'Albanie, comme le recommande l'influent intellectuel Rexhep Qosja. Par ailleurs, bien des Serbes sont inquiets, pour des raisons diverses : le « maintien de l'ordre » au Kosovo coûte très

29. Communauté de laïcs catholiques proche du Vatican, qui s'est livrée à divers exercices de diplomatie parallèle, parfois avec succès. On lui doit en particulier le retour de la paix au Mozambique.

cher, les pratiques policières qui s'y sont banalisées risquent d'interdire l'avènement d'une démocratie véritable dans tout le pays, la région est économiquement sinistrée, le gouvernement a accru la tension en y implantant des réfugiés serbes de Krajina, enfin le nombre d'Albanais s'accroît sans cesse³⁰, et les pousser dehors n'est plus une solution : l'Allemagne s'appête à renvoyer, moyennant des compensations matérielles pour la Serbie, la centaine de milliers qu'elle héberge. Les Serbes sont suffisamment attachés au Kosovo pour qu'aucun gouvernement ne puisse prendre le risque d'envisager sa perte, mais ils ne lui sont pas assez attachés pour désirer y vivre. La nouvelle Yougoslavie conserverait ainsi, à l'insatisfaction générale, une région de plus en plus exclusivement albanaise, de plus en plus surpeuplée et dont elle n'a pas les moyens d'assurer le développement.

*Université de Toulouse-Le Mirail,
Institut de géographie Daniel Faucher,
UFR de Géographie et Aménagement-
GRESOC (Groupe de recherches espace, société, communication)*

30. Certains ont calculé qu'au rythme actuel, les Albanais seraient plus nombreux que les Serbes dans moins d'un siècle et pourraient prendre le pouvoir légalement, par le vote. Mais que vaut une prévision démographique sur un siècle ?